

**Arrêté préfectoral**

mettant en demeure la société MÄDER COMPOSITES FRANCE  
pour l'exploitation de son établissement  
situé sur le territoire de la commune de SORGUES

Le préfet de Vaucluse  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment son article L. 171-8.

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

**Vu** le décret du 9 mai 2018 publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse – M. Bertrand GAUME.

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 autorisant la Société MÄDER COMPOSITES FRANCE à exploiter une usine de fabrication de résines sur la commune de Sorgues.

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 mars 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse.

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 06 octobre 2020 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société MÄDER COMPOSITES FRANCE, et transmis à l'exploitant par courrier en date du 06 octobre 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

**Considérant** que dans la zone extérieure dédiée au stockage des liquides inflammables, le volume stocké est largement supérieur à la capacité de rétention de la zone.

**Considérant** de ce fait que les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité ne sont pas respectées.

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MÄDER COMPOSITES FRANCE de respecter les prescriptions de l'article 8.4.1, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019, précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Considérant** que l'exploitant a été informé du projet d'arrêté préfectoral et qu'il n'a pas émis d'observation.

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse.

## ARRÊTÉ

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société MÄDER COMPOSITES FRANCE, dont le siège social est situé ZI du Fornalet – 177, avenue des Frères Lumières à SORGUES (84 700) est mise en demeure, pour son usine implantée à la même adresse, de respecter sous **un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2019 précité, afin d'adapter le stockage de la zone extérieure dédiée aux liquides inflammables à la capacité de rétention de cette zone.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site Internet : « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

### **Article 4 : mesures de publicité**

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Sorgues, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée aux exploitants.

Avignon, le 30 OCT. 2020  
le secrétaire général,  
  
Christian GUYARD